

L'arrosoir

N°30

Automne 2017

La publication des entreprises solidaires Cocagne

Réseau Cocagne

Site internet : www.reseaucocagne.asso.fr

Éditorial

C'EST QUOI CE TRAVAIL ?

C'est quoi ce travail qui émancipe et enrichit une partie de l'humanité ?
 C'est quoi ce travail qui fait aussi bien souffrir ceux qui en sont privés, que ceux qui en ont trop ?
 C'est quoi ce travail qui ne laisse plus le temps de vivre à certains, et ne veut pas se donner à d'autres ?
 C'est quoi ce travail dont on annonce la fin et dont on a tellement besoin ?
 C'est quoi ce travail qui fait croire à des personnes qu'ils sont tellement utiles et à d'autres qu'ils sont de trop, inutiles ?
 C'est quoi ce travail que l'on dit dépassé, ingrat, castrateur plus qu'émancipateur.
 C'est quoi ce travail que l'on dit fini, alors que beaucoup se sentent finis parce qu'ils n'ont pas ou plus !

Le travail mute et se transforme, comme nos sociétés qui dans l'impasse sont condamnées à organiser une transition vers d'autres futurs. Les logiciens des décideurs ne répondent que par croissance, mondialisation, financiarisation, chômage, consommation. Un système qui n'enrichit que quelques-uns et appauvrit la majorité, en détruisant la planète et tellement d'humains. Et pourtant des milliers d'initiatives, modestement, patiemment, obstinément posent jour après jour les briques d'un travail du futur plus désirable. Équitable, solidaire, basé sur le partage, la redistribution, le collectif, l'innovation, ces initiatives ou entreprises réussissent le tour de force de réconcilier social, écologie et économie. On y côtoie des femmes et des hommes qui reconstruisent sur un monde fini, et qui trouvent là à se reconstruire personnellement. On pourrait même oser l'hypothèse que plus on se sent exclu, plus l'acte de travailler devient le plus haut niveau d'intégration. L'entreprise, la communauté de travail est le principal lieu de socialisation. Grâce à l'aventure collective que représente l'entreprise on se sent exister, utile, reconnu.

Nous devons repenser le travail, l'activité et l'avenir des entreprises solidaires, tels que Cocagne. Qu'apportent-elles aux personnes, aux territoires à nos sociétés ?

On vante leur créativité, on moque leur fragilité, et pourtant on s'y reconstruit et on construit, dans un avenir sans arrogance. Ce sont des lieux où nos aspirations essentielles telles que la liberté, l'autonomie, la reconnaissance sont cultivées.

« Je n'aime pas le travail, mais j'aime ce que le travail recèle, la chance de se trouver. »*

*Extrait de l'interview de Claude Alphandéry dans le journal Cocagne L'arrosoir - automne 2016

Jean-Guy Henckel
septembre 2017

Quand le travail nous travaille

Participation au monde, à la communauté, mais aussi souffrance et stress, le travail apporte le meilleur et parfois, hélas, le pire. Le travail nous travaille tous, qu'on n'en ait trop ou pas. Si le paradigme productiviste le met sous pression, le numérique le transforme, le capitalisme en prive toute une partie de la société, l'économie sociale et solidaire tente, elle, de lui redonner sens et qualité.

Plus d'un tiers des Français dorment mal en raison de leur travail, et près d'un quart présentent des troubles alimentaires (maux de ventre, variations de poids...). Près d'un salarié sur deux déclare éprouver souvent du stress au travail et un sur trois présente des difficultés psychologiques⁽¹⁾. Ces chiffres illustrent bien le phénomène ô combien d'actualité de

la souffrance au travail : stress, angoisse, burn-out, pudiquement rebaptisés « risques psycho-sociaux ». Que le travail fasse souffrir, est-ce si étonnant finalement, quand on sait que sa racine latine désignait un instrument de torture ? Alors même qu'il constitue une valeur clé de nos sociétés depuis deux siècles. Il porte en lui bien des paradoxes.

De la torture à l'essence de l'homme, entre peine et création

Selon le linguiste Alain Rey, le mot travail serait apparu au XII^e siècle, à partir du latin populaire « tripaliare », signifiant « tourmenter, torturer avec le trepalium ». Le mot désigne alors autant un tourment psychologique qu'une

souffrance physique (ne dit-on pas que le travail a commencé lors d'un accouchement?). Au Moyen-Âge, les moines donnaient au travail un but de fraternité, de subsistance de la communauté, et d'épanouissement dans la participation au bien commun pour expier le péché originel. Deux mots désignaient alors le travail : labor, le travail laborieux, avec les notions de peine, de châtiement et de conséquence du péché, et opus, le travail créateur, au sens d'œuvre, de création, d'activité naturelle.

Le mot et la notion même de travail incluent donc ces deux facettes : une torture, un tourment, une souffrance, une contrainte, et à la fois un moyen de se réaliser, de construire son identité, de s'épanouir. Pour Danielle Linhart, sociologue du travail au CNRS, le travail est « le cordon ombilical qui relie chacun à la société, qui lui donne le sentiment d'être utile et de trouver un sens à son existence, notamment par le lien social qu'il introduit ». « Le travail est l'acte fondamental de structuration de la personne humaine, c'est une dynamique de la maîtrise de soi par laquelle j'inscris ma place dans le monde » estime le Frère Samuel, théologien et philosophe. « L'identification, la fierté, la valeur de soi par l'acte de travail est radicalement structurant, rien ne peut le remplacer ».

(1) Sources : enquête IPSOS en 2012, sondage CSA pour Liaisons sociales, IFAS

16^e forum national du Réseau Cocagne
à l'Abbaye royale de Fontevraud

C'EST QUOI
CE TRAVAIL ?

30 novembre et 1^{er} décembre 2017 Inventer les emplois solidaires de demain

►► suite page 4

Un travail pour tous, le détachement en entreprise

Dispositif unique en France, le chantier d'insertion expérimental Hors les murs de Solid'Action détache une équipe de salariés en parcours d'insertion pour travailler un jour par semaine dans une entreprise ordinaire.



« Tout le monde a un rôle à jouer dans la société. Chacun est utile. Il n'est pas question de vivre de la charité, mais de son travail. » C'est le credo d'Alain Poncet-Montange, directeur de Solid'Action en Isère (38). Porté par cette conviction, il a créé en 2011 un deuxième chantier d'insertion au sein de son association, baptisé Entreprise solidaire, avec une action expérimentale « l'ACI Hors les murs ». L'idée est partie d'un membre du club d'entreprises, Jérôme Lopez, PDG de Parolai Stil'eco, qui fabrique des bacs de tri sélectif. Il constate que des tâches pouvaient être réalisées par des personnes sans qualifications. L'idée est simple et de bon sens : pour accroître les chances d'insertion des personnes dans les entreprises ordinaires, elles vont y travailler ! Il s'agit d'un contrat de prestation, au prix du marché, entre l'entreprise et l'association. Sécurisés par la présence de leur encadrant technique, ils percent, plient, meulent, assemblent, nettoient, transportent, rangent, trient, préparent, conditionnent, emportent, chargent, conduisent ou inventorient. Ils réalisent des tâches de l'entreprise, dans l'entreprise, avec les mêmes règles et conditions de travail que le personnel.

« Ça les aide à progresser »

Le chantier d'insertion compte une quinzaine de salariés, anciens SDF ou sortis de prison, qui ont déjà travaillé deux ans en chantier d'insertion. Pour le directeur, c'est le meilleur moyen de les rapprocher de l'emploi. « Ça les aide à progresser, à changer leur représentation de l'entreprise, de l'industrie. Et réciproquement. L'entreprise change aussi de regard sur ce public et peut repérer des personnes à embaucher. » C'est ainsi que Steven, par exemple, a été recruté par Lidl.

« J'apprends plusieurs métiers », « ça nous aide à avoir les règles de base du travail en entreprise », « ça me remet le pied à l'étrier et me prouve que je peux produire », « j'ai découvert ce qu'est une usine, j'aimerais bien y travailler tous les jours », « j'ai paniqué au début, on me mettait responsable de ma machine et des pièces à faire qui ont un coût, ça m'a amené à avoir de la rigueur » témoignent les salariés comme Benjamin, Nolwen, Elie... Certains ne se seraient jamais imaginés travailler là, complète Isabelle Rousseau, accompagnatrice socioprofessionnelle. « La mise à disposition d'équipe en entreprise constitue un formidable levier d'accompagnement. Pour nous, la finalité de notre travail est que les gens ne retournent pas à la rue ni dans une logique d'échec » ajoute Alain Poncet-Montange. « Quelle plus belle mission pour l'entreprise que de permettre à des hommes de s'épanouir grâce au travail, et de gagner en autonomie et en indépendance. » témoigne Jérôme Lopez. Après Parolai, Solid'Action travaille aujourd'hui avec deux entreprises, Ahlstrom dans l'industrie, et Lidl, dans la grande distribution. L'activité participe au chiffre d'affaire de l'association d'une manière non négligeable (9 % en 2016).

Si l'idée paraît simple, la mise en œuvre est compliquée. Il a fallu braver les obstacles administratifs et réglementaires, car en France, le détachement de salariés n'est autorisé que pour les entreprises d'interim. L'association fait partie des 10 initiatives labélisées Cocagne innovation du Réseau Cocagne. Expérimental depuis 2011, le dispositif a été prolongé, grâce au soutien du député local, par une dérogation ministérielle, jusqu'en avril 2018.

Paroles de Partenaire

De la terre aux rayons des commerces

Depuis 2012, la Fondation d'entreprise le goût du partage soutient des jardins de Cocagne. Localement, 16 jardins ont reçu une dotation et sont parrainés par des supermarchés Simply Market ou Auchan supermarché.



Elle nous explique ainsi que des entants de collaborateurs ont découvert le maraîchage biologique guidés par un salarié en parcours d'insertion, ailleurs ce sont les tables de présentation des fruits et légumes qui trouvent une seconde vie au jardin voisin, sans compter la vente occasionnelle en magasin de surproduction des jardins...

C'est aussi sur la question du retour à l'emploi des personnes fragilisées, que la Fondation souhaite agir. « Avec les jardins d'insertion du Réseau Cocagne, la réponse a vite pris forme » se souvient Béatrice Javary, « à l'époque, Guillaume, correspondant de la Fondation, travaille avec Emma, chargée d'insertion du jardin Cocagne de Limon à Vauhallan. Ils conçoivent ce qu'on a appelé 'la boîte à outils du jardin au magasin' ». Ce petit guide très opérationnel détermine les étapes pour réussir des passerelles professionnelles. Pour Béatrice Javary, l'incontournable c'est bien de prendre le temps des rencontres : connaître l'activité de l'autre, ses enjeux, son jargon professionnel, découvrir les métiers racontés par ceux qui le pratiquent au quotidien. Et très naturellement les magasins de l'enseigne accueillent des salariés en période d'immersion pour une mise en situation classique, en passant par la validation de compétences transférables ou la confrontation à la réalité d'un métier, en lien étroit avec le chargé d'insertion du jardin. Le Jardin du Chayran par exemple, confie régulièrement des salariés au magasin de Millau et les périodes d'immersion sont comme des premiers pas vers le travail ordinaire : une étape importante dans leur parcours de (ré)insertion professionnelle. Ces périodes

sont souvent révélatrices comme pour une salariée du jardin qui découvre avec bonheur le rayon marée du magasin de St. Jean-de-Braye et s'orientera ensuite vers une formation dans ce secteur à fort potentiel d'emploi. La réussite n'est pas garantie pour autant et parfois il convient d'interrompre une mission parce que la personne n'est pas prête ou pas faite pour un métier du commerce.

Et puis, il y a des 'cas d'école' qui font référence dans l'entreprise, comme ce salarié du Jardin de Limon à Vauhallan. « Il a été le premier à suivre le parcours préconisé dans notre fameuse boîte à outils » indique Béatrice Javary. Salarié au jardin de Limon depuis 8 mois, il commence par une période d'immersion au magasin de Parly. Le CDD suit quelques semaines plus tard, avant une embauche définitive. La mise en rayon des fruits et légumes et la gestion du stock sont devenues ses missions quotidiennes. Depuis, deux autres salariés en insertion ont intégré les magasins de Saclay et Jouy-en-Josas. « L'un d'eux a même obtenu une promotion tout récemment » se réjouit Béatrice qui précise « les compétences des salariés des jardins qui intègrent nos équipes sont reconnues. Ils ont planté, entretenu et récolté les légumes au jardin, ils les manipulent en magasin avec respect. Ce sont des professionnels appréciés ! ».

Autant dire que la Fondation le goût du partage est fière de toutes ces histoires. « Elles sont le fruit de la rencontre entre des personnes qui finalement partagent beaucoup plus qu'elles ne pensaient » conclut Béatrice Javary.



Paroles de Jardiniers

Hassan ouvrier maraîcher au Jardin de Cocagne Pays Vichy Auvergne à Arronnes Du Soudan à Vichy

L'interview a été réalisée grâce au soutien de Ramzi, collègue d'Hassan. Ramzi parle quatre langues et travaille au Jardin de Cocagne Pays Vichy Auvergne à Arronnes depuis sept mois. Il a bien voulu se faire l'interprète d'Hassan et faciliter nos échanges. Merci Ramzi !

Comment es-tu arrivé au Jardin de Cocagne ?

Je suis né à Port Soudan en 1981. J'ai quitté le Soudan pour l'Erythrée en 2010. Puis j'ai fui par la Turquie en mai 2011. Après quatre ans à travailler en tant qu'ouvrier agricole en Grèce, j'ai repris la route vers la Macédoine, la Serbie, l'Italie, puis la France en octobre 2015. En février 2016, j'ai été envoyé à Vichy, puis j'ai reçu la réponse positive de l'OFPPA pour obtenir l'asile politique. Je me suis inscrit à Pôle Emploi et comme j'avais de l'expérience dans l'agriculture, ils m'ont orienté vers le Jardin de Cocagne Pays Vichy Auvergne à Arronnes.

Produire des légumes, c'est important pour toi ?

Oui, mon père et mon grand-père sont agriculteurs au Soudan. En Grèce, j'étais

déjà ouvrier agricole. J'ai de l'expérience. J'aime l'odeur de la terre. Comme au Soudan, à Vichy, on désherbe les cultures, on utilise les tracteurs. Mais au Soudan, la base c'est la pluie. A Vichy, on n'est moins dépendant des saisons grâce à l'irrigation. Je mange les légumes que je produis. Ici j'ai découvert les petits pois et les haricots. Mon plat préféré, c'est la ratatouille : je n'ai pas besoin de faire de courses, je mélange les légumes et c'est prêt !

Quel est ton projet professionnel ?

Je veux être chauffeur poids lourd, un métier que j'ai déjà exercé au Soudan. Mon permis de conduire voiture est maintenant reconnu en France, mais mon permis poids lourd n'a pas été validé. Je dois encore passer une formation spécifique.

Que fais-tu après le travail ?

J'apprends le français. Maintenant je comprends, mais je n'ai pas encore les mots pour m'expliquer. C'est frustrant ! Et je joue de la musique. Avec des amis de Vichy, nous avons créé un groupe de musique, the Soudan Celestins Music.



Ramzi, Hassan et Angélique du Jardin de Cocagne Pays de Vichy Auvergne à Arronnes

Angélique accompagnatrice socioprofessionnelle, « le travail, une dynamique de vie »

Qu'est-ce qui t'a amené à travailler au Jardin de Cocagne ?

Après douze ans dans la fabrication de produits cosmétiques et une belle progression en interne, j'ai cherché à me reconverter dans l'accompagnement social. J'ai effectué mes stages dans une structure de protection de la famille puis auprès de détenus. Et là, ça a été le déclic. J'aime l'accompagnement individuel des personnes, les prendre comme elles sont et travailler avec elles. On ne s'ennuie pas, on ne sait jamais de quoi sera faite la journée.

Pourquoi le travail est important dans l'équilibre personnel ?

Le travail donne d'abord une dynamique de vie. Se lever, se coucher, avoir un rythme permet de se structurer. Cette dynamique se construit également dans le temps en ouvrant les perspectives sur un projet de vie. Ensuite, le travail

apporte des rencontres et un lien social. Enfin, le travail apporte une aisance financière qui permet de mieux se sentir, de se faire plaisir et de faire plaisir à son entourage.

Comment inscris-tu ton accompagnement socioprofessionnel dans les spécificités du territoire ?

Notre première mission est d'accompagner les salariés dans la construction d'un projet professionnel en lien avec les métiers en tension sur le territoire.

Près de Vichy les secteurs en tension sont la fibre optique et les services à la personne. Je suis en contact avec des recruteurs et Pôle Emploi avec qui nous organisons des informations collectives. Puis, individuellement, nous proposons aux salariés intéressés des PMSMP (Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel). A l'issue de cette immersion, les salariés accèdent à des formations

Donner du sens à son travail : Les Paniers Solidaires vus par les Jardiniers

En 2018, toujours plus de paniers solidaires !

Et si on pouvait tous manger bio, local et solidaire ? Les Jardins de Cocagne répondent oui ! Le Réseau Cocagne mène un programme pour rendre les légumes bio, locaux et solidaires accessibles à tous : 30 000 Paniers Solidaires. Il permet à des familles à faibles revenus d'accéder aux paniers bio hebdomadaires produits par les Jardins de Cocagne à un prix solidaire. Et pour cuisiner la solidarité, des ateliers cuisine ouverts à tous sont organisés dans tous les Jardins participants.

De la graine à l'assiette

Découvrir des recettes pour cuisiner les légumes de son panier, valoriser les restes et ainsi réduire le gaspillage, s'essayer à la gastronomie avec des chefs cuisiniers ou encore suivre le légume de la graine à l'assiette, chaque année plus 800 ateliers sont proposés par les Jardins de Cocagne aux adhérents dans le cadre du programme « 30 000 Paniers Solidaires » pour le plus grand plaisir des mangeurs !

La parole aux Jardiniers Que pensez-vous du programme 30 000 Paniers Solidaires ?

Laurent de Graine de Cocagne à Saint-Marcel-lès-Valence (26) : Étant moi-même passé par les Restos du Cœur, qui m'ont bien aidé au niveau alimentaire, je pense qu'il faut continuer l'action 30 000 Paniers Solidaires. Ça change des boîtes de conserves ! Avant, je ne mangeais jamais de légumes et maintenant j'en mange presque tous les jours.



Florent des Jardins de Cocagne de la Haute-Borne à Villeneuve-d'Ascq (59) : C'est une excellente initiative : proposer des paniers bio de qualité à des étudiants ou à des salariés en insertion comme moi ou mes collègues dans ma région, c'est génial ! C'est important pour la santé publique



et pour sensibiliser les plus démunis à une meilleure alimentation. Cultiver ces légumes solidaires, prouve que tout le monde peut aider, de loin ou de près.

Dimitri des Jardins du Volvestre à Salles-sur-Garonne (31) : Il est très utile. Pour ma part, je ne mangeais pas bio avant car les produits étaient trop chers. Grâce aux paniers solidaires, je peux avoir des légumes de qualité, bio, bons et moins chers. En plus,



j'ai la satisfaction de les avoir cultivés moi-même. Je contribue à tout, du début à la fin, du champ à l'assiette ! J'ai toujours beaucoup mangé de légumes et j'aime bien les cuisiner. Donc les paniers solidaires m'ont permis de continuer, de découvrir aussi des variétés de légumes.

Jean-Claude de Graine de Cocagne à Saint-Marcel-lès-Valence (26) : Le programme 30 000 Paniers Solidaires est essentiel dans mon travail, pour le partage, l'échange, la communication, le soutien et la solidarité ! L'alimentation est notre premier carburant pour le bien-être de notre corps.



En 2016, l'opération 30 000 Paniers Solidaires c'était :
• 36 Jardins de Cocagne participant au programme
• Environ 800 actions de sensibilisation et d'accompagnement à une alimentation durable menées
• 1 000 familles accompagnées

et in fine sont recrutés. On procède par étape, au rythme de chacun.

Hassan est-il un cas isolé sur le Jardin ? (Voir interview ci-dessus)

Globalement, cette année, nous avons des salariés dynamiques. C'est le cas d'Hassan, avec qui nous avons construit son projet de chauffeur poids lourd. Le secteur est en tension, la formation est accessible : c'est un projet porteur. L'année passée, nous avons atteint 80 % de sortie positives ! Mais ce n'est pas toujours le cas, et c'est parfois plus compliqué.

Cela-dit, beaucoup de salariés partagent des problématiques identiques à celle d'Hassan. Je pense par exemple à Ajdin, qui est resté 2 ans et demi au Jardin. Lorsqu'il est arrivé, il n'avait pas de permis et de grosses difficultés en français. Il a commencé par louer un scooter via le dispositif Mobile Emploi et a fait beaucoup d'effort pour parler français avec ses collègues. Je me rappelle qu'il écoutait la radio en

Que penses-tu du programme 30 000 Paniers Solidaires ?

Le programme 30 000 Paniers Solidaires (Voir encadré ci-dessus) sensibilise les bénéficiaires à l'agriculture bio et à une alimentation plus riche en légumes. Et puis c'est aussi un double message d'insertion : à nos salariés qui produisent des légumes accessibles à tous et aux adhérents solidaires qui savent que derrière ces légumes, il y a des gens qui se lèvent le matin pour cultiver. L'occasion, pourquoi pas, de créer des vocations.



►► suite de la page 1

Il existe effectivement « une forme d'aliénation, d'emprise qui s'exerce sur les individus mais c'est aussi une mise au défi des travailleurs, pour réaliser de belles choses, dans lesquelles ils se retrouvent et se reconnaissent » poursuit la sociologue. « Le travail est bien-sûr une difficulté, mais il s'agit de la dépasser, de la vaincre en mettant en œuvre son intelligence, sa capacité à s'organiser pour donner de l'utilité et du sens au travail ».

Le travail est une participation au monde. D'où la souffrance générée par son absence, pour ceux qui en sont exclus. Dans son enquête sur les chômeurs, elle constatait combien les personnes ressentent une privation, une injustice, un manque de rencontre avec autrui, une perte d'identité et de repères et la dégradation de l'image de soi. « Cette souffrance montre qu'on ne peut pas considérer le chômage comme une période de loisir. Pour les chômeurs, c'est un temps vide, vertigineux et angoissant. Chacun a l'ambition de contribuer à la satisfaction de ses besoins en réalisant un travail qui a du sens et un travail bien fait. » Une dimension que les acteurs de l'insertion par l'activité économique connaissent bien.

Process et procédures

Quelle est l'origine de la souffrance au travail? Thomas Coutrot, économiste et ex-coprésident d'ATTAC, rappelle que les sentiments « d'aliénation et de souffrance au travail découlent inéluctablement du taylorisme, une idéologie managériale aussi vieille que le capitalisme, qui estime que pour être efficace, le travail doit être organisé en séparant la conception de l'exécution ». Les personnes qui exécutent le travail ne doivent pas être celles qui l'organisent. Ils ne peuvent pas être détenteurs de ce savoir, et donc de ce pouvoir, il faut le transférer des ateliers aux ingénieurs dans les bureaux. Il faut décompter, décortiquer, chronométrer les

gestes des ouvriers pour augmenter la productivité. Le taylorisme pose les bases de l'organisation scientifique du travail.



12 minutes par patient

« Aujourd'hui, nous sommes plus que jamais dans cette idéologie, avec les process, procédures et protocoles imposés aux salariés, même aux cadres » dit-il.

Le travail, une invention récente

Le travail, tel que nous le vivons aujourd'hui, n'a pas toujours existé. C'est, pour Jawad Mejjad, sociologue et gérant d'une société industrielle, « une invention récente, dans le sillage de la modernité. Les périodes sociales se succèdent dans l'Histoire. Chaque société vit selon des représentations et des valeurs qui lui sont propres ». Il explique que dans l'antiquité, l'idéal de vie se trouvait dans la recherche de la gloire qui confère l'immortalité. L'activité par excellence était la guerre. Avec la chrétienté, l'idéal est de gagner le Paradis, l'activité noble

L'avènement des nouvelles méthodes managériales comme le lean management, individualise le travail et génère un sentiment de malaise et d'incertitude, vidant encore un peu plus le travail de son sens. Conçus indépendamment des spécialistes du métier, ces process tentent de rendre routinier le travail. Le phénomène touche toutes les professions, y compris les services publics (« qui ont le zèle des nouveaux convertis » pour reprendre l'expression de l'économiste Nicolas Bouzou) et les métiers de soin.

« Ma femme est aide-soignante. Elle a 12 minutes pour lever un vieillard, l'emmener aux toilettes, le laver, l'habiller, refaire son lit et nettoyer sa chambre. Et quand les familles se plaignent, ça nous retombe dessus : c'est la faute du personnel qui serait 'maltraitant' » témoigne André, chef cuisinier dans un hôpital, dans Chronique du travail aliéné de Lise Gaignard, psychologue du travail. Il a 1,90 euro par jour et par personne pour nourrir les patients, des personnes âgées. « J'ai honte, j'ai honte! (...) Il y a cinq ou six ans, il y avait le potager de l'hôpital, c'était économique et bon, vraiment agréable de faire la cuisine. Mais tout cela n'est plus autorisé par les services vétérinaires. Alors on bricole avec des boîtes, des sacs, des poudres. On se la boucle car ils pourraient nous passer en sous-traitance. Mais franchement, personne ne souhaiterait manger ce qu'on sert. »

« L'aliénation est au moins aussi forte, voire plus, aujourd'hui qu'au XIX^e siècle. Les corps étaient soumis, exploités, mais aujourd'hui c'est l'esprit, la subjectivité, l'ensemble de la personne qui est mise sous tension, mise à profit » estime Thomas Coutrot. La financiarisation de l'économie est aussi en cause. « On travaille pour une finalité qui n'est plus la nôtre, mais celle des actionnaires, leur profit »

est la prière, d'où le grand nombre de jours fériés, dédiés à Dieu, bien plus importants qu'aujourd'hui. Un paysan actif du Moyen-Age travaillait 65 jours de moins par an, soit deux jours sur cinq par semaine, alors que nous en travaillons trois actuellement!

« La modernité va mettre en avant l'individu libre et autonome, avec comme idéal de vie la satisfaction des besoins, d'où notre société de consommation. Or pour ce faire, nous avons besoin d'argent et nous ne pouvons plus avoir recours qu'au travail pour avoir de l'argent, le prendre à autrui par la guerre ne faisant plus partie de nos valeurs. C'est ainsi que le travail s'est

L'archipel de la solidarité

Quelles sont les solutions? Comment enrayer la machine? Certains, comme Nicolas Bouzou, voient une réponse dans l'hybridation de l'intelligence artificielle et de la robotisation, qui amèneront le taylorisme et le travail routinier à disparaître. Ouf. Adieu le sentiment d'aliénation donc? Pour d'autres, comme Thomas Coutreaux, « la réponse n'est pas dans la course à la productivité et à la compétitivité, comme on essaie de nous le faire croire, mais dans la redistribution des revenus et dans le contrôle social sur les innovations et l'organisation du travail, c'est-à-dire notre capacité à refuser ces méthodes déshumanisantes et aliénantes, et finalement contre-productives ».

Elle est notamment, pour le Frère Samuel, dans la résistance, ce qu'il appelle « l'archipel de la solidarité », comme une alternative au modèle productiviste à outrance. « On a fait le choix du capitalisme libéral il y a un siècle, on ne peut pas y revenir, espérer renverser le système, mais des forces, dont vous faites partie, ont le pirater de l'intérieur. La confédération, le maillage d'unités à taille humaine finit par devenir une force plus puissante qu'une grosse machine, à condition d'une intention commune ».

Sources : Le sens du travail, dans l'émission « Entendez-vous l'éco », août 2017, France Culture Colloque « Je travaille, donc je suis », organisé par Solid'Action et le Réseau Cogne, novembre 2016 (2 DVD)



trouvé valorisé au XVIII^e siècle, avec un développement majeur au XIX^e et XX^e siècle ».

Le sociologue voit une désacralisation du travail dans notre société actuelle. On ne compte plus autant sur le travail pour se réaliser, mais aussi sur les activités complémentaires : le sport, la danse, le bénévolat. « On découvre que l'on peut très bien vivre sans le travail comme valeur, il n'est plus politiquement incorrect de le dire. »

Sources : entretien avec Jawad Mejjad, Atlantico, novembre 2016

Redonner son sens au travail : les solutions inventées par l'ESS

Entretien avec Françoise Bernon, déléguée générale du Labo de l'ESS

Le sens, la protection, le collectif et le contrat : ce sont les quatre dimensions pour qu'un travail soit épanouissant et de qualité. Une grille de lecture établie par Le Labo de l'ESS pour analyser les emplois actuels et leurs mutations, au sein d'un groupe de travail. Le fruit de leurs réflexions, une publication nommée Transformer l'emploi, redonner du sens au travail, est sortie en mars 2017. Elle montre comment les acteurs de l'ESS améliorent la qualité de l'emploi par leur intelligence collective.



Pourquoi avoir publié ce rapport?

Nous pensons que nous avons un rôle à jouer dans la métamorphose de l'économie et que l'ESS apporte des solutions. Les réponses à cette transformation viendront des territoires, nous voulions faire le lien entre les différentes initiatives mises en œuvre sur la question de l'emploi pour les rendre plus visibles. Elles sont complémentaires et s'inscrivent dans une logique commune pour réinventer un travail de qualité.

Vous montrez que les quatre dimensions d'un travail de qualité, que vous avez définies, se dégradent actuellement...

Oui, un contrat et une protection ne suffisent pas pour avoir un travail de qualité. Le droit à l'expression et la compréhension des tâches sont aussi importantes. Soumises à des tensions plus fortes, les salariés « stables » ont le sentiment de ne pas pouvoir faire correctement leur travail par manque d'information, de coopération et de moyens. Les conditions de travail imposées au nom de la compétitivité, de la mondialisation, dans un objectif de profit à court terme, vident le travail de son sens et entraînent de la souffrance. L'augmentation des phénomènes de burn-out et de stress révèle la crise de la dimension « sens » du travail. Celui-ci est souvent absent du débat public alors que l'ensemble des actifs y accordent une grande importance. Parler d'emploi de qualité s'il y a souffrance, c'est se voiler la face. Cette souffrance est liée et se cumule avec le problème du chômage : c'est parce que

les actifs craignent le chômage qu'ils acceptent des emplois dégradés.

Avec les plateformes numériques et le statut d'auto-entrepreneur, on constate l'essor des « nouveaux indépendants »

Les indépendants « classiques », comme les médecins et les artisans, se sont organisés pour bénéficier d'une protection et d'un collectif. Mais les « nouveaux » indépendants ont une protection sociale minimale en cas de maladie, de perte d'activité et n'ont aucune protection au regard du droit du travail. Ils ont toute liberté pour s'autoexploiter, avec la complicité de leurs clients ou des plateformes numériques (Uber...). S'ils sont juridiquement indépendants, ils sont économiquement dépendants. Le revenu moyen des auto-entrepreneurs n'est par exemple que de 410 euros mensuels. Ceux qui travaillent sur les plateformes numériques cumulent les inconvénients du salariat et de l'indépendance sans en avoir les avantages. Les plateformes numériques ne paient pas de cotisations sociales pour leurs contributeurs, alors que l'Urssaf a requalifié en première instance des chauffeurs Uber en salariés. La société a fait appel. Leur protection est à organiser. Ils sont aussi souvent isolés.

Le salariat constitue toujours la forme largement majoritaire de travail (88,5 % de l'emploi total), mais sa progression stagne et le travail indépendant augmente. Doit-on le craindre?

Nous n'émettons pas de jugement sur cette évolution. Ce qui nous importe est de voir comment l'encadrer pour éviter les dérives et trouver des solutions. Nous sommes persuadés que les acteurs de l'ESS innovent et apportent des réponses à un certain nombre de problématiques. C'est notamment le cas des coopératives d'activité et d'emploi (CAE) qui proposent un contrat salarié à des travailleurs in-

dépendants, avec un accompagnement individualisé, une coopération, et une mutualisation des moyens. Ce n'est pas la solution miracle mais elles améliorent la qualité de l'emploi dans les quatre dimensions citées. Les tiers-lieux (espaces de co-working, fablabs...) sont nés dans l'ESS, avec un esprit fort d'intelligence collective, de soutien et d'animation. Ils renforcent le sens et le collectif des nouveaux indépendants. Ils ont été ensuite détournés par des investisseurs privés dans un but lucratif, sans l'idée de coopération et de co-construction.

Quelles autres solutions apportées par les acteurs de l'ESS avez-vous repérées?

Les acteurs de l'insertion par l'activité économique ont ré-inventé les moyens de proposer un travail, un contrat, une forme de sécurité et un accompagnement aux personnes dites « inemployables ». Le sens étant la reconstruction du projet personnel. Les acteurs de l'IAE ont inventé cette solution dans les années 70, et ils ré-inventent autre chose encore aujourd'hui, car ils sont souvent à l'origine des PTCE, pôle territoriaux de coopération économique. Ils cherchent la manière de créer des emplois à l'issue du contrat d'insertion par la création de ces regroupements d'acteurs (PME, acteurs de l'ESS, collectivité, organismes de recherche...) à l'échelle d'un territoire et dans un but de développement durable local. Les SCOP (sociétés coopératives et participatives) et les SCIC (sociétés coopératives d'intérêt collectif), qui continuent de se développer, permettent à chacun d'être acteur de l'entreprise et d'investir les bénéfices financiers dans un projet collectif. C'est un moyen de lutter contre la financiarisation et l'hyper-capitalisme qui détournent le flux financier, la valeur ajoutée des entreprises, vers les actionnaires. Les groupements d'employeurs ou les GEC apportent une forme de sécurisation en mettant à disposition des entreprises adhérentes des salariés partagés avec un contrat de travail unique. C'est une alternative aux emplois précaires.

Lire la publication : www.lalabo-ess.org/transformer-l-emploi-redonner-du-sens-au-travail.html

► Une étude du cabinet Roland Berger avance que 3 millions d'emplois seront détruits en France d'ici dix ans. D'autres travaux de recherche prédisent que 47 % des emplois seront automatisables aux États-Unis, 50 % en Belgique et en France au cours des vingt prochaines années.

Dans la publication, vous réferez au concept

de travail comme « œuvre » de la philosophe d'Hannah Arendt, c'est-à-dire le travail qui libère, qui épanouit, par opposition à celui qui aliène. C'est tout l'esprit de notre réflexion.

Selon vos travaux, il est nécessaire de partager le travail, car actuellement, ce partage est subi et inégalitaire, il oppose les « surmenés » aux chômeurs, les 30/45 ans aux jeunes et seniors, les qualifiés au non qualifiés...

Nous nous intéressons aux expérimentations en cours, notamment « Territoires zéro chômeur de longue durée » et celle sur le revenu contributif, car elles interrogent cette transformation de l'emploi. Le philosophe Bernard Stiegler affirme que l'effondrement de l'emploi salarié dû à l'automatisation et au numérique⁽²⁾, n'est pas une mauvaise chose car ce sont des tâches répétitives et asservissantes. La fin de ces emplois pourrait ouvrir une ère émancipatrice, redonnant au travail son sens d'œuvre, comme l'indique le titre de son livre « L'emploi est mort, vive le travail ! ». L'expérimentation « Territoire apprenant contributif » est en cours à Plaine Commune dans le 93. Le revenu contributif, à la différence du revenu universel, pourrait être versé à des habitants rendant, d'une manière ou d'une autre, un service à la société.

(2) Une étude du cabinet Roland Berger avance que 3 millions d'emplois seront détruits en France d'ici dix ans. D'autres travaux de recherche prédisent que 47 % des emplois seront automatisables aux États-Unis, 50 % en Belgique et en France au cours des vingt prochaines années.



Jeunes pousses

Une certaine idée du travail ou comment faire mieux dans ce monde mouvant.

De métamorphose en innovation aux jardins de Cocagne chacun recense, réfléchit, innove, propose, pour faire changer le regard sur la précarité et ouvrir des perspectives pour tous les acteurs au travail.

Fabienne Pouyadou, Arozoaar, Le Jardin du Thou (17)



Fabienne et le collectif qui s'est créé autour d'elle sont à l'origine de l'ouverture, cette année, du Jardin de Cocagne Arozoaar au Thou en Charente-Maritime. Depuis le mois de mai, huit salariés lancent la production de légumes sur une surface de 1,5 ha. D'ici 2020, ce sont 4,5 ha qui seront cultivés par près de 20 salariés. Depuis le début de l'aventure, il y a trois ans, La ferme du Mont d'or, une ferme en céréales bio où le Jardin est implanté a été le premier partenaire et le Réseau Cocagne un appui précieux.

Lorsqu'on lui demande ce qu'elle pense du travail et de l'insertion aujourd'hui, Fabienne cite son propre exemple pour illustrer la nécessité de repenser le travail. Elle a, en effet, créé son propre emploi dans une région où les opportunités étaient très limitées dans son domaine d'expertise, la collecte de fonds privée. C'est dans cette logique, dans une zone rurale où le marché du travail est complexe en particulier pour les seniors, qu'elle s'est rapprochée de « La Couveuse », un incubateur qui accompagne la création de microentreprises. Des sessions d'accompagnement seront proposées pour les salariés du Jardin pour susciter l'envie d'entreprendre. C'est une « ressource de plus dans la boîte à outils de l'accompagnement » s'exclame-t-elle. Elle est convaincue que cela peut aussi permettre aux personnes de se mettre dans une posture plus active et positive face à la recherche d'emploi.

Depuis qu'elle s'est lancée dans la création du Jardin, elle se questionne quant à la pérennité du fonctionnement des structures de l'IAE (Insertion par l'activité économique) et plus récemment suite aux mesures prises par le gouvernement. Elle est contrariée d'entendre que « les contrats aidés ne favorisent pas l'insertion » car en quelques mois seulement elle a pu constater ce qu'elle qualifie de « métamorphose » chez certains salariés du Jardin. Pour beaucoup la première étape de l'insertion est de reprendre confiance en eux, d'être recon-

nus, valorisés et encouragés et à ce titre elle pense que le travail en équipe autour d'un projet collectif comme celui du Jardin est irremplaçable, comme l'illustre cette remarque d'une salariée tout juste arrivée au Jardin « C'est génial, on a posé des canalisations en plein cagnard et ça, ça va rester » !

Frédéric Dudoret, Jardin de Cocagne, Montagney (70)

Frédéric Dudoret et Jean-Pascal Guerrin, tous deux passés par le Jardin de Cocagne historique de Chalezeule comme encadrants maraîchers sont convaincus de la pertinence du maraîchage comme support d'insertion. Mais persuadés également que le support maraîcher doit être maîtrisé. Aussi, lorsqu'ils s'installent maraîchers, en 2008, ils gardent à l'esprit l'idée de créer un jardin. En 2016 débute une étude action préalable à la création d'un Jardin de Cocagne, appuyée par le Réseau Cocagne, cofinancé par Franche Comté Active, le Fonds de Confiance, la Région BFC et la Direccte 70.

Le jardin de Cocagne de Montagney sera créé sur la base de l'exploitation maraîchère biologique existante : 6 ha cultivables, 3000 m² de tunnels, plus de 200 paniers hebdomadaires produits livrés à des adhérents de 2 AMAP environnantes.

Il développera par ailleurs un support d'insertion totalement innovant : un atelier de transformation laitière. Achat de lait bio à un producteur local et transformation en yaourts, cancoillotte, crème, et beurre. Plus de 10000 litres de lait par an en vitesse de croisière. Cet atelier sera piloté par le troisième porteur de ce projet, Stéphane Garret, ancien responsable qualité en fromagerie, et par ailleurs amapien. Le jardin, porté par l'association SOLIDARI-TERRRE devrait donc ouvrir début 2018, avec 6 personnes en parcours insertion, et, à terme, accueillir 15 personnes, encadrés par 4 permanents : Frédéric, Jean-Pascal, Stéphane, et un Accompagnateur socio-professionnel.

Les valeurs clés de ce projet développées à travers l'action d'insertion pourraient être résumées ainsi : « Nous aurons à cœur de transmettre les compétences techniques, le geste professionnel, la rigueur, le sens de l'observation parce qu'un travail dans un cadre structurant, c'est structurant pour la personne. Nous allons offrir une palette de compétences aux salariés. »



Pauline Chatin, Vigne de Cocagne, Fabrègues (34)

Pauline Chatin, son BTS viticole en poche, a décidé de lancer cet automne un projet innovant d'exploitation viticole bio à vocation d'insertion sociale et professionnelle. Dans la région, le taux de chômage atteint environ 15 % alors que 40 % des exploitants viticoles rencontrent des difficultés à recruter des ouvriers.

« Il faut une insertion plus professionnalisante et se concentrer davantage sur les métiers en tension, c'est-à-dire les métiers où il y a des besoins de recrutement car c'est ce qui va faciliter l'insertion de nos salariés. » soutient Pauline Chatin. « Adapter le modèle des Jardins de Cocagne au secteur viticole est en-



thousiasmant ! L'apprentissage du métier se fera par le terrain sur une « exploitation-école » et par la polyvalence à travers tous les travaux de vigne et de cave, et même la culture des oliviers souvent associée à la vigne dans la région, pour aboutir à une formation la plus complète possible ».

Les salariés en insertion seront parrainés par des vigneron partenaires de Vigne de Cocagne pour tisser des liens privilégiés avec les professionnels de la filière et préparer le retour à l'emploi. Le vin bio, c'est bon pour l'emploi ! Les exploitations viticoles bio emploient 50 % de salariés en plus par rapport à des exploitations conventionnelles et requièrent une formation plus exigeante avec une plus grande palette de compétences à maîtriser. Comme le marché du vin bio croît de 10 % par an et que le Languedoc-Roussillon est le premier vignoble bio en France, les salariés en insertion bénéficieront d'une expérience significative dans une filière dynamique, valorisante et pleine de perspectives professionnelles.

Les prévisions de Vigne de Cocagne sont d'embaucher 2 à 3 salariés en insertion d'ici fin 2017 et 4 à 6 avant 2020.

Immanquablement, le regard sur la précarité évoluera avec la première cuvée bio, locale et solidaire - déjà tant attendue - à déguster à partir de 2019 !

Sandrine Simonot, Potager solidaire du château de la Motte-Tilly (10)



« Faire travailler de concert la culture, le patrimoine et la solidarité » tel est le pari que Sandrine Simonot, Directrice du Jardin Chlorophylle à Romilly-sur-Seine souhaite relever avec le Centre des monuments nationaux, en rénovant l'hectare du potager en triche depuis plus de quarante ans du château de la Motte-Tilly.

Un partenariat inédit entre le Centre des monuments nationaux et l'atelier chantier d'insertion Chlorophylle a donc vu le jour en début d'année 2017 et en mai dernier, 6 personnes embauchées. L'objectif est de cultiver des variétés anciennes de légumes (carottes violettes, différentes variétés de betteraves, etc.) et de privilégier un circuit de distribution court : sur le marché du mercredi au sein du château, aux restaurateurs des environs, à la Biocoop d'à côté, pour la restauration d'entreprise.

Les premiers salariés du potager sont très fiers et très épanouis de travailler dans ce cadre d'exception culturelle, ils se sentent véritablement impliqués car ils contribuent au renouveau d'un lieu culturel chargé d'histoire : « Permettre à des personnes éloignées de la culture et du patrimoine de devenir acteur d'un haut lieu culturel du nogentais, c'est innovant ! » se réjouit Sandrine.

Selon elle, « Aujourd'hui, nous sommes confrontés à de nouveaux défis d'accompagnement et nous devons constamment évoluer, nous adapter. Les problématiques liées à la perte d'estime de soi sont venues s'ajouter aux problématiques financières ou de santé. » Pour les sortir de la précarité « il faut les inciter à la formation » soutient la Directrice. Travailler avec les entreprises est donc l'un des maîtres mots. Mais encore, produire pour les autres, donner du sens aux missions quotidiennes, et aider à se détacher de la perspective des seuls contrats CDD, CDI qui sont de plus en plus rares, et amener vers une dynamique métier.

Même si le contrat d'insertion de 24 mois maximum est parfois trop court, il faut faire avec cette donnée « On essaye d'être un sas pour ceux qui sont restés sur le bord de la route pendant la crise » conclut Sandrine.

R&D : inventer, consolider et diffuser des activités prometteuses au cœur de l'écosystème Cocagne



Depuis déjà une dizaine d'années, le Réseau Cocagne encourage la création de nouvelles activités pour préparer l'avenir. Depuis 2012, une politique de recherche et développement (R&D) s'est structurée afin de renforcer la capacité d'innovation des entreprises solidaires Cocagne (ESC) à travers un accompagnement spécifique et des financements dédiés.

Quand on vous dit R&D, vous pensez aux recherches en laboratoire éloignées du terrain ? Et bien chez Cocagne, il s'agit d'une R&D concrète, qui s'appuie systématiquement sur des initiatives de terrain. Du stade de l'expérimentation à celui de la diffusion d'un modèle, le Réseau Cocagne accompagne ces initiatives en poursuivant trois objectifs principaux : renforcer l'impact social des Jardins de Cocagne, développer leur résilience et enrichir l'écosystème Cocagne de nouvelles activités au sein de la filière agricole et alimentaire bio (production, transformation, distribution, sensibilisation, etc.), ainsi que dans la lutte contre la grande exclusion.

Cocagne & Co, une nouvelle appellation, une charte dédiée

Aujourd'hui, dix-sept activités issues de la R&D Cocagne sont déjà lancées (dont cinq créations en 2016), et une dizaine en projet. Elles se développent autour de dix nouveaux métiers : conserverie, microferme, restaurant (Table de Cocagne), plateforme logistique, horticulture (Fleurs de Cocagne), maraîchage légumier, viticulture (Vigne de Cocagne), lieu de vie et de travail, magasin bio, valorisation de la matière organique. Ces activités sont désormais regroupées sous l'appellation Cocagne & Co. Le label « Cocagne Innovation », créé en 2008, reste de vigueur pour les initiatives expérimentales.

Dans un contexte à la fois propice au développement de la filière bio mais difficile pour le secteur de l'insertion par l'activité économique, les Cocagne & Co permettent ainsi de préparer l'avenir en diversifiant avec cohérence les supports

d'insertion et en mobilisant de nouveaux acteurs et partenaires au bénéfice du mouvement.

Afin de s'adapter à cette évolution, le Réseau Cocagne a décidé, d'une part, de mobiliser des ressources humaines dédiées au soutien et à l'animation des Cocagne & Co et, d'autre part,

d'élaborer une annexe à la charte nationale Cocagne permettant aux activités Cocagne & Co de s'y identifier. Les quatre piliers de la charte seront conservés (lutte contre l'exclusion et la précarité, certification écologique, commercialisation locale et en circuit-court, ancrage dans le secteur professionnel), tout comme les engagements fondamentaux de tout adhérent Cocagne : partage de son savoir-faire au sein du réseau, contribution à la communication Cocagne et participation à l'évaluation nationale annuelle.

Notons qu'il s'agit bien de construire une simple annexe à charte historique, qui a vocation à perdurer : les Jardins de Cocagne demeurent l'activité fondatrice et principale du réseau.

Les Champs Gourmands : répondre à la forte demande de légumes bio par un maraîchage local, solidaire et de grande envergure.

L'entreprise d'insertion Les Champs Gourmands, située à Quévert (Côte d'Armor), est une activité pilote créée en 2014 à l'initiative du Jardin de Cocagne du Pays de Dinan. Il s'agit d'une exploitation de 20 hectares de « maraîchage légumier » : elle produit une gamme réduite de légumes avec un système plus fortement mécanisé. Ces légumes sont destinés à la vente auprès des restaurants collectifs, maraîchers professionnels et grossistes. Ce modèle aujourd'hui toujours à l'épreuve pourrait, s'il confirme son potentiel, être un élément de réponse important au problème national d'insuffisance de production maraîchère bio, locale et solidaire !

BRÈVE

Le Paysan Urbain, un modèle de ferme urbaine Cocagne à essayer.

Le Paysan Urbain est la première ferme urbaine Cocagne, installée depuis l'été 2015 à Romainville (Seine-Saint-Denis) sur un site de 3 000m² en quartier urbain dense. Son activité principale est la production et la vente de micropousses, distribuées en circuit-court. Ces micropousses concentrées en nutriments sont appréciées pour leur qualité gustative intense. Avec des cycles de croissance très rapides permettant de produire sur peu d'espace, les mi-

cropousses sont tout à fait adaptées à l'agriculture urbaine.

Le Paysan Urbain propose par ailleurs de nombreuses activités pédagogiques qui visent à sensibiliser les citadins aux effets positifs de la biodiversité, des circuits-courts, de l'économie circulaire et de l'agriculture biologique. Outre ses serres de production, il développe notamment sur son site un jardin permacole, un poulailler et une aire de compostage.

Le Paysan Urbain travaille au déploiement de son activité au cœur de Paris courant 2018. Il prépare par

Les réseaux incubés

Fort de son expertise historique, le Réseau Cocagne a le privilège d'être une référence nationale concernant les dynamiques de changement d'échelle dans l'ESS. C'est pourquoi, depuis de nombreuses années, il répond volontiers aux sollicitations d'accompagnement reçues par d'autres réseaux de l'ESS en émergence. Il souhaite aujourd'hui officialiser et structurer cette démarche auprès de jeunes réseaux dont les activités sont prometteuses et lui font écho.

C'est dans ce cadre que le Réseau Cocagne a initié et continue d'appuyer la construction du collectif Métamorphose [voir encadré ci-dessous]. Le Réseau Cocagne commence par ailleurs à travailler avec les pionniers des conserveries solidaires anti-gaspillage alimentaire (J'aime Boc'oh et Re-belle) afin de les aider à es-

saïmer. Ce type d'accompagnement existe également avec certains Cocagne & Co disposant d'un potentiel de diffusion en dehors des Jardins de Cocagne, à commencer par le Paysan Urbain [voir encadré ci-dessous].

BRÈVE



Métamorphose, rendre l'éphémère durable !

Le Réseau Cocagne et l'association Résines Esterel Azur, ESC depuis 2010, ont impulsé depuis 2014 une dynamique de collaboration entre structures d'insertion travaillant dans le domaine de « l'up-cycling » et de l'écodesign. Ces structures imaginent et créent des accessoires de mode uniques et originaux

en revalorisant notamment des bâches publicitaires. Il s'agit d'une activité à forte valeur ajoutée écologique et sociale qui dispose d'un potentiel de développement important, à condition de professionnaliser les pratiques commerciales.

Le collectif Métamorphose est officiellement né en 2016, sous l'égide du Réseau Cocagne, pour échanger des savoir-faire et mettre en place une démarche commerciale commune. Métamorphose rassemble aujourd'hui cinq structures et a vocation à s'élargir dans les années qui viennent pour « Rendre l'éphémère durable. »





Réseau Cocagne

-  Jardin de Cocagne en fonctionnement (avec siège social)
 -  Jardin de Cocagne en fonctionnement
 -  Jardin de Cocagne en projet
 -  Cocagne & Co en fonctionnement
 -  Cocagne & Co en projet
- Cocagne & Co désigne les activités : ateliers de transformation / conserveries, microfermes / agriculture urbaine, restauration, plateformes logistiques, horticulture, maraîchage légumier, viticulture, valorisation de la matière organique, magasins bio, lieux de vie et de travail.
-  Planète Sésame
 -  Métamorphose
 -  Région Cocagne



Carte du Réseau Cocagne
Ensemble, cultivons la solidarité
 Mise à jour sept. 2017

Les chiffres clés du Réseau Cocagne - données actualisées sept. 2017



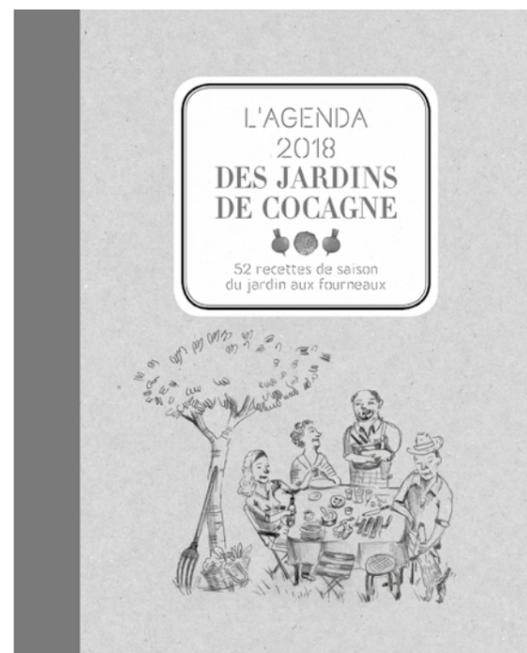
Cette action est cofinancée par l'Union européenne



 @reseaucocagne

 #ReseauCocagne

 ReseauJardinsCocagne



L'agenda 2018 des Jardins de Cocagne : les recettes des jardiniers à l'honneur

Cette édition 2018 de l'agenda édité en partenariat avec la Maison d'édition de la Rue de l'Echiquier fait le pari de la variété et de la simplicité : suite à un appel à contribution, ce sont les 4 000 jardiniers des entreprises solidaires Cocagne qui ont été invités à proposer leurs recettes : salade d'hiver, parmesane d'aubergine, cannelloni de chou vert, chaussons aux blettes...

« Ici, les jardiniers vous livrent leurs recettes pour que les assiettes des mangeurs se mettent à chanter : c'est beau, c'est bon, c'est bio, c'est local, c'est solidaire ! Tous les ingrédients qui nourrissent l'humanité. »

Extrait de l'avant-propos de l'Agenda Cocagne 2018 par Jean-Guy Henckel, directeur national du Réseau Cocagne

Prix de vente : 12 €

(tarification nette de toutes taxes, et hors frais de port)

Fiche technique

- **Semainier** (du 1^{er} janv. au 31 déc. 2018)
- **Format** : 170 x 210 mm, 400 g.
- **Nombre de pages** : 128
- **Reliure** : cartonnée, dos toilé

OUI, JE SOUTIENS LE PROGRAMME 30 000 PANIERS SOLIDAIRES !

Je fais un don ponctuel de 20 € 100 € 400 € autre
 (déduction de 66 % du montant du don, dans la limite de 20 % du revenu net imposable)

Bon de soutien à renvoyer avec votre don au Réseau Cocagne, 21 rue Val de Grâce, 75005 Paris.
 Chèque à libeller à l'ordre de Cocagne Don.

J'accepte de recevoir mon reçu fiscal et des informations du Réseau Cocagne par mail.

Pour faire un don en ligne, rendez-vous sur dons.reseaucocagne.asso.fr ou sur le site du Réseau Cocagne : www.reseaucocagne.asso.fr rubrique « Donnez »
 (Conformément à la loi Informatique et Liberté du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Pour exercer ce droit, veuillez nous écrire).

Civilité Madame Monsieur

Prénom Nom

Adresse

Ville Code postal

Email Tél.

Donner 100 €, c'est aider une famille à revenus modestes à manger équilibré pendant un trimestre ! Mobilisons-nous ensemble pour cultiver la solidarité !

Pour plus d'informations : dons@reseaucocagne.asso.fr

Stéphanie de Graine de Cocagne à Saint-Marcel-lès-Valence (26) : « L'alimentation est carrément importante. Notre santé en dépend ! C'est pour cela que l'initiative 30 000 Paniers Solidaires est belle : on a tous le droit de manger sainement ! On fait découvrir des légumes et des recettes. Comme mes collègues, j'ai accès aux légumes déclassés. Il n'y a pas un jour où je ne mange pas « Cocagne » ! [voir page 3]

Faites un don, offrez des paniers solidaires

Cocagne Don collecte des dons (legs) des citoyens pour financer les programmes nationaux Cocagne. Cette année, les dons sont directement reversés à l'opération 30 000 Paniers Solidaires pour financer un mois, un trimestre ou une année d'abonnement aux bons légumes Cocagne à des personnes en difficulté. Vous pouvez aussi faire un don au Jardin le plus proche de chez vous.

Éditeur : Réseau Cocagne - 2, Grande Rue - 25220 Chalezeule

Directeur de la publication : Jean-Guy Henckel

Rédactrices et rédacteur : Sacha Korsec, Ophélie Langlois, Basile Monsaigeon, Margaux Morin et Stéphanie Robert

Mise en page : www.lulucommunication.com - Tél. 0681602535

Date de parution et dépôt légal : Octobre 2017 - ISSN : 1768-6393